

## PROLIFÉRATION DES ARMES CHIMIQUES

# Le gendarme du monde veut contrôler les océans



L'initiative de sécurité contre la prolifération des armes de destruction massive (PSI), lancée par George W. Bush en mai dernier, rassemble désormais onze États. Mais derrière cet objectif consensuel, Washington ambitionne de contrôler tous les « espaces communs » et d'y jouer les gendarmes du monde. En prenant les contrôle des eaux internationales, les États-Unis entendent s'assurer de la libre-circulation des marchandises, indispensable à la domination économique. Pour le Pentagone, le moment est venu de démontrer sa capacité d'intervention en procédant à quelques opérations « rustiques » et spectaculaires.

page 2

## Al-Arabiya censurée

### TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Jalal Talabani, membre kurde du Conseil de gouvernement irakien, justifie la censure d'Al-Arabiya pour avoir diffusé l'intégralité d'un message attribué à Saddam Hussein appelant à l'assassinat des membres du Conseil. Al-Arabiya ne peut évoquer la liberté d'expression pour se donner le droit d'inciter à la violence. S'il est parfait, ce raisonnement fait abstraction des appels au meurtre quotidiennement diffusés par les médias de la Coalition.

page 6

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'Arabie saoudite renonce temporairement à financer la reconstruction irakienne

■ L'Autorité palestinienne veut s'assurer du soutien états-unien avant d'élaborer une trêve

■ L'OTAN déclare qu'elle ne s'impliquera pas dans le conflit israélo-palestinien

■ Les négociations reprennent autour du statut légal de la mer Caspienne

■ Un quotidien israélien affirme qu'Israël a refusé un cessez-le-feu proposé par la Syrie

page 13



## L'IMAGE (DE PROPAGANDE) DU JOUR

Le président George W. Bush prononce un discours sur l'USA Patriot Act et le nouveau département de la Sécurité de la Patrie, à Mount Rushmore. Il ne remet pas en cause la Constitution des États-Unis, comme l'en accuse Al Gore, puisqu'il se revendique de George Washington, Thomas Jefferson, Theodore Roosevelt et Abraham Lincoln.

## Prolifération des armes chimiques

# Le gendarme du monde veut contrôler les océans

**L'initiative de sécurité contre la prolifération des armes de destruction massive (PSI), lancée par George W. Bush en mai dernier, rassemble désormais onze États. Mais derrière cet objectif consensuel, Washington ambitionne de contrôler tous les « espaces communs » et d'y jouer les gendarmes du monde. En prenant le contrôle des eaux internationales, les États-Unis entendent s'assurer de la libre-circulation des marchandises, indispensable à la domination économique. Pour le Pentagone, le moment est venu de démontrer sa capacité d'intervention en procédant à quelques opérations « rustiques » et spectaculaires.**



En pleine crise nord-coréenne, le président George W. Bush a proposé de réunir les États de bonne volonté pour prévenir la livraison de matériels sensibles à des « États voyous » qui tenteraient de fabriquer des armes de destruction massive. Onze pays ont accepté de participer à cette coalition. Cependant cette initiative de gendarmerie mondiale n'est pas dénuée d'arrière-pensées. Les États-Unis entendent par ce biais faire reconnaître leur suprématie sur les « espaces communs » que sont les océans, l'air (au-dessus

de 15 000 pieds) et l'espace. Dans un discours prononcé mardi 2 décembre 2003, le sous-secrétaire d'État **John Bolton** a averti que Washington pourrait procéder prochainement à de spectaculaires opérations d'arraisonnement.

C'est à l'occasion de son déplacement à Cracovie (Pologne), le 31 mai 2003 que le président Bush a présenté son Initiative de sécurité contre la prolifération (Proliferation Security Initiative - PSI). Peu après la prise de Bagdad et en

pleine crise nord-coréenne, Washington proposait de résoudre par elle-même la polémique sur l'efficacité des contrôles des agences de désarmement de l'ONU : prévenir plutôt que guérir en empêchant les « États voyous » de se fournir en composants d'armes de destruction massive.



Le gouvernement des États-Unis craint une attaque bactériologique contre le pays.

Une première réunion de contact rassembla onze délégations à Madrid, le 15 juin, des représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni et bien sûr des États-Unis. Aucun État proche-oriental ne fut invité, ni même la Corée du Sud pourtant concernée au premier chef. Rapidement les négociations laissèrent apparaître plusieurs points de dissension :

- ▶ Si certains participants étaient prêts à mettre en place un système de surveillance, c'était uniquement face à un danger déterminé (par exemple le Japon face à la Corée du Nord) et non dans le cadre d'une « guerre globale au terrorisme ».
- ▶ Aucun des participants ne souhaitait s'engager dans un processus de surveillance de l'ensemble des « espaces communs » mondiaux.
- ▶ Aucun ne souhaitait non plus se voir entraîner dans une logique d'intervention préventive.

Il apparut rapidement que la PSI n'était qu'une déclinaison diplomatico-militaire de la doctrine de lutte contre les armes de destruction massive (**National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction**) publiée par la Maison-Blanche en décembre 2002. Or celle-ci repose sur des concepts controversés.

En premier lieu, la notion d'armes de destruction massive (ADM), si elle offre quelques commodités de communication, recouvre des réalités hétéroclites. Il n'y a rien de commun entre les armes nucléaires, qui nécessitent des équipements à très haute technologie, et les armes biologiques et chimiques, qui sont à la portée de pays du tiers-monde. Elles sont de natures si différentes qu'il est illusoire de vouloir combattre leur prolifération de la même manière. Cette confusion en implique une seconde : les États-Unis parlent « d'États voyous » pour désigner en l'espèce des « États proliférants ».



L'OTAN, qui n'est théoriquement pas associée à la PSI, ne manqua d'ailleurs pas de proposer ses services pour coordonner l'initiative.

Le lobby militaro-industriel états-unien, toujours à la recherche de nouveaux contrats, militait depuis plusieurs années pour un contrôle accru des transports maritimes. En mai et octobre 2002, la **Rand Corporation** avait organisé deux colloques internationaux sur la piraterie et le terrorisme maritime. Elle avait mis en évidence que chaque année environ 250 millions de containers sont transportés sur les océans, dont certains cachent peut-être des matières interdites utilisées par des terroristes pour déstabiliser les États libres.

De fait, plusieurs incidents ont été répertoriés au cours des derniers mois, sans que l'on puisse déterminer leur gravité réelle. En décembre 2002, la marine espagnole, appuyée par la marine US, arraisonna le cargo *So San* dans l'océan indien et saisit à son bord une quinzaine de Scud. Mais, il s'avéra que ces missiles, loin d'être destinés à Al Qaïda, avaient été dûment achetés par le Yémen qui en exigea la restitution. En avril 2003, le cargo français *Ville de Virgo* fut intercepté lors d'une escale en Égypte, alors qu'il transportait 214 tubes d'aluminium probablement destinés à la fabrication de centrifugeuses pour le programme nucléaire nord-coréen. Enfin, en août 2003, la marine taiwanaise, toujours sur renseignements US, arrêta un cargo voguant vers la Corée du Nord à bord duquel des précurseurs entrant dans la fabrication d'armes chimiques furent saisis.

Les 3 et 4 septembre 2003, **les onze membres de la PSI se réunirent à Paris** et validèrent une **Déclaration relative aux principes d'interdiction**. Il fut aussi décidé de planifier une dizaine d'exercices militaires communs d'interception. Apparemment il ne s'agit plus que d'interception maritime et non plus aérienne. En effet, à la différence des navires, le seul moyen d'arrêter des avions est de les abattre. Nul ne saurait s'engager sur cette voie irréversible sans une base juridique solide, ce qui est loin d'être le cas. Le Pentagone se retranche, à ce sujet, derrière certaines déclarations du président du Conseil de sécurité de janvier 1992, mais elles n'ont pas la valeur d'une résolution. Quant aux généralités sur les responsabilités collectives pour empêcher la prolifération, énoncées aux sommets du G8 de Kananaski et d'Évian, elles sont vagues et ne fondent pas le droit international.



Des informations fiables provenant des services de renseignement états-unien indiquent que le réseau terroriste d'Oussama Ben Laden est sur le point de faire usage d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques (NBC).

Quoi qu'il en soit, les premiers exercices conjoints ont eu lieu en septembre, en mer de Corail. Ils ont été organisés par les Australiens sous le titre « Protecteur du Pacifique » (Pacific Protector). Les Espagnols en ont organisés d'autres, en octobre (opération SANSO), et les Français en novembre (opération Basilic 03).

Pour le moment la PSI se borne donc à formaliser les échanges de renseignements sur les questions de prolifération et à organiser des entraînements conjoints en haute mer. Washington souhaite aller beaucoup plus loin. Pour le Pentagone, ce qui est en jeu, derrière cette apparente volonté d'organisation multilatérale, c'est la maîtrise unilatérale des « espaces communs ». Il ne s'agit pas de surveiller tout ce qui circule et d'intercepter ce qui est dangereux, mais d'être capable de garantir la libre-circulation des marchandises indispensable à la domination économique. C'est là l'obsession centrale de la politique extérieure des États-Unis depuis deux siècles. C'était déjà l'objectif principal de la **Charte de l'Atlantique** et la véritable raison de l'entrée en guerre des États-Unis face à l'expansionnisme nazi et nippon qui limitait la liberté des mers.

Même si les autres grandes puissances trouvent abusive la prétention états-unienne de jouer seuls le gendarme global, elles trouvent leur intérêt à laisser le Pentagone s'arroger ce rôle. Reste que pour rendre crédible sa position maritime, puis l'étendre à l'espace aérien et au domaine spatial, Washington doit démontrer ses capacités d'intervention tous azimuts.

C'est pourquoi le sous-secrétaire d'État chargé de la lutte contre la prolifération, John Bolton, a annoncé le 2 décembre 2003 que les États-Unis réaliseraient prochainement des « opérations coup de poing ». S'exprimant à l'occasion d'une conférence devant l'Institut d'analyse de la politique étrangère (IFPA) de Robert L. Pfaltzgraff et Franck Carlucci, il a déclaré que le moment était venu pour Washington et ses alliés d'« *utiliser des mesures rustiques* » pour dissuader les proliférateurs.

---

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

[www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

# Al-Arabiya censurée

## Analyse

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a accordé un entretien à quatre grands quotidiens atlantistes pour défendre l'OTAN. Selon lui, l'organisation n'a pas démerité depuis le 11 septembre 2001 et doit être soutenue. Son déplacement à Bruxelles visait à mettre en garde contre la dispersion des forces que pourrait provoquer l'initiative européenne de création d'un état-major autonome. L'étrangeté de ce raisonnement est qu'il se fonde sur de la langue de bois et dénie les conflits d'intérêts. Précisément depuis le 11 septembre, les Européens ne partagent pas les objectifs états-uniens de la guerre globale au terrorisme et rejettent la dérive impériale de Washington. C'est pourquoi le Pentagone, qui avait par le passé souhaité la création d'un état-major européen pour lui confier les missions régionales dont il ne voulait pas s'occuper, fait désormais tout ce qui est en son possible pour saboter ce projet. En effet, aujourd'hui celui-ci n'aurait plus vocation à sous-traiter des opérations, mais à conduire une politique indépendante, et peut-être un jour opposée.

Dans le *Christian Science Monitor*, Robert I. Rotberg de la Kennedy School of Government se réjouit de l'interdiction faite au président zimbabwéen Robert Mugabe de participer au sommet du Commonwealth, malgré le soutien que lui apporte le président sud-africain Thabo Mbeki. En effet, son régime dérivant vers l'autocratie, a provoqué la famine et attisé la guerre au Congo. Toutefois cette juste et sévère critique occulte volontairement un aspect de sa politique qui explique une partie de l'animosité internationale à son égard et du soutien sud-africain dont il jouit : Mugabe a tenté une réforme agraire en démantelant autoritairement les grands domaines des blancs au profit des noirs.

Pat Holt revient dans le même quotidien sur la classique distinction entre « idéalistes » et « réalistes » pour comparer les présidents Bush et Wilson. Bush prétend remodeler le monde, comme les idéalistes, mais il le fait avec les moyens cyniques des réalistes au détriment des Droits de l'homme qu'il prétend promouvoir.

Anthony Richter et Svetlana Tsalik de la Fondation Soros dénoncent dans le *New York Times* la politique d'approvisionnement énergétique des États-Unis. Tous les moyens sont bons pour acheter du pétrole à bas prix, notamment la corruption des gouvernements étrangers. Mais en soutenant des régimes illégitimes, Washington s'expose au retour de bâton : les populations lorsqu'elles renversent les tyrans se dressent contre les États-Unis qu'elles accusent avec raison de complicité avec les despotes déchus. Dans le même quotidien, la chercheuse Daphne Eviatar applique ce raisonnement à l'Afrique en général et à l'Angola en particulier. Tous ces auteurs se rejoignent pour préconiser la transparence des concessions pétrolières comme seul remède préventif à ces renversements de situation et seule garantie de développement économique des pays exportateurs.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, plaide pour son organisation dans le *Los Angeles Times*. Sans minimiser les manquements de l'ONU dans de nombreux conflits, il relève ses réussites et préconise sa réforme pour la rendre plus efficace.

Enfin, Jalal Talabani, membre kurde du Conseil de gouvernement irakien, justifie dans le *Washington Post* la censure d'Al-Arabiya. La chaîne de télévision a en effet diffusé l'intégralité d'un message attribué à Saddam Hussein appelant à l'assassinat des membres du Conseil de gouvernement. Al-Arabiya ne peut évoquer la liberté d'expression pour se donner le droit d'inciter à la violence. S'il est parfait, ce raisonnement fait abstraction des appels au meurtre quotidiennement diffusés par les médias de la Coalition qui ont appelé à la recherche « morts ou vifs » des dignitaires de l'ancien régime. En outre, Al-Arabiya rend compte d'opinions diverses et a diffusé ce message comme un document, sans en faire l'apologie. Au contraire, les médias de la Coalition, créés par l'ancien patron de la National Endowment for Democracy (CIA), sont au service exclusif de Washington. Le Conseil de gouvernement ne peut donc se placer en garant de la qualité du débat démocratique public.

## Donald Rumsfeld



Donald Rumsfeld (L'As de pique du régime Bush) est secrétaire à la Défense états-unien.

**« En Irak, ce qui compte pour Bush, c'est de faire ce qui est juste »**

Source : Le Figaro

Référence : « En Irak, ce qui compte pour Bush, c'est de faire ce qui est juste », par Donald Rumsfeld, *Le Figaro*, 4 décembre 2003. Ce résumé est adapté d'une interview donné à des journalistes du *Figaro*, de l'édition européenne du *Wall Street Journal*, du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et d'*Il Foglio*.

Je considère qu'il faut protéger l'OTAN, qui a fait la preuve de son efficacité depuis le 11 septembre. C'est pourquoi lors de cette réunion ministérielle de l'Alliance, j'ai appelé à la prudence face à toute initiative des Européens visant à

se doter de forces distinctes et d'états-majors parallèles au risque d'affaiblir l'Alliance. Mais je ne suis pas venu marchander une participation en Irak. Nous avons demandé l'aide de tout le monde, à l'OTAN et à l'ONU, avant la guerre. Aujourd'hui 34 pays participent et s'investissent en Irak, dont 18 des 26 membres de l'OTAN. Nous ne ferons pas davantage d'efforts pour convaincre la France et l'Allemagne de nous rejoindre. Nous avons constitué l'une des plus grandes coalitions de l'Histoire pour combattre le terrorisme et, contrairement à ce qui a été déduit par la presse de mon **mémo**, je suis confiant. Aujourd'hui, nous accélérons le transfert de souveraineté aux Irakiens. Cela n'est pas un changement de stratégie, notre but n'a jamais été de contrôler le Moyen-Orient, mais de rendre leur souveraineté aux Irakiens. Nous avons juste changé de méthode. Ce changement ne nécessite pas d'envoyer davantage de troupes car nous faisons simplement face à un conflit de basse intensité. La mode est au pronostic négatif à propos de l'Irak, mais le président y fera ce qui est juste. Nous allons gagner.

## Pat M. Holt



Pat M. Holt est ancien secrétaire général de la Commission des affaires étrangères du Sénat états-unien (1974-1977).

### « L'idéalisme de Bush en opposition avec les réalités de la démocratie »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Bush idealism at odds with realities of democracy », par Pat M. Holt, *Christian Science Monitor*, 4 décembre 2003.

Dans des discours récents, **George W. Bush** a insisté sur la diffusion de la démocratie de par le monde, phénomène qu'il juge inévitable. Il aime à rappeler que, de 1970 à nos jours, les États organisant des élections sont passés de 40 à 120, mais des élections ne sont pas suffisantes pour garantir la constitution d'un gouvernement démocratique et la représentation de tous les groupes d'intérêt du pays. Pour Bush, être apte à devenir une démocratie vient avec la pratique, mais il occulte le fait que cet apprentissage est long.

Dans ces discours, il oublie que les États-Unis, comme durant la Guerre froide, soutiennent des dictatures à la condition que ces dernières les soutiennent à l'ONU ou dans leur guerre au terrorisme. Au vu de la récente censure dont a fait l'objet une chaîne arabe en Irak par le Conseil de Gouvernement irakien avec le soutien de Paul Bremer, la question des Droits de l'homme est également épineuse.

Le président Bush a affirmé lors de sa visite aux États-Unis que l'idéalisme du président Wilson n'avait pas empêché la Seconde Guerre mondiale car la Société des Nations avait manqué de « crédibilité et de volonté ». Bush sous-entend ainsi que l'ONU ne peut pas se passer de la direction des États-Unis puisque Washington n'avait pas adhéré à la SDN. Pourtant, de même que l'intransigeance de Wilson avait poussé le Sénat à refuser l'adhésion, l'intransigeance de Bush nous a isolé du reste du monde. Wilson et Bush par ailleurs partagent la même vision messianique du monde centrée sur la diffusion de démocratie, au Mexique pour Wilson au Moyen-Orient pour Bush, avec ou sans le consentement des populations.



## Robert I. Rotberg



Robert I. Rotberg est directeur du Program on Intrastate Conflict de la Kennedy School de la Harvard University et président de la World Peace Foundation.

### « Le rejet de Mugabe par le Commonwealth est un bon début pour un changement de régime »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Commonwealth snub of Mugabe a good start on regime change », par Robert I. Rotberg, , *Christian Science Monitor*, 4 décembre 2003.

L'interdiction faite à **Robert Mugabe** d'assister au prochain sommet du Commonwealth renforce la puissance morale de cette organisation et la volonté de changement au Zimbabwe tout en diminuant la légitimité du président. Cette décision a été prise suite aux pressions du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres nations du Pacifique. Elle désavoue **Thabo Mbeki** qui défendait le président zimbabwéen.

Cette interdiction est liée à la tournure autocratique qu'a pris le régime depuis 1998. Mugabe est devenu de plus en plus corrompu et capricieux. Il a envoyé 11 000 hommes au Congo et a provoqué la famine dans son pays avec sa réforme agraire. Aujourd'hui, la situation économique du pays est catastrophique et le sida y fait des ravages. Dans le même temps, Mugabe s'est attaqué aux instances démocratiques et à la presse libre.

Le changement de régime dans ce pays pourrait pourtant être facile avec un effort africain et international. Encore faut-il que **George W. Bush** et **Colin Powell** fassent pression sur Mbeki pour qu'il abandonne Mugabe, ce qu'il se refuse à faire pour l'instant.

## Anthony Richter, Svetlana Tsalik

Anthony Richter est directeur de la Central Asia and Middle East Initiatives de l'Open Society Institute.

Svetlana Tsalik est directrice du Caspian Revenue Watch de l'Open Society Institute.

### « S'assurer que l'argent va où il est censé aller »

Source : New York Times

Référence : « Making Sure the Money Goes Where It's Supposed To », par Anthony Richter et Svetlana Tsalik, *New York Times*, 4 décembre 2003.

L'Amérique a toujours lutté pour avoir une offre énergétique sûre. Au moment où leurs relations avec les pays arabes se détériorent, les États-Unis cherchent de nouvelles sources d'approvisionnement sans se soucier des systèmes de gouvernement et du respect des Droits de l'homme. Cela entraîne donc un accroissement de notre insécurité énergétique car les gouvernements peuvent être renversés par des populations qui considèrent que les États-Unis soutenaient leurs oppresseurs.

Il est paradoxal d'observer que les pays riches en ressources naturelles ont une croissance plus faible et des gouvernances pires que leurs voisins. Au Turkménistan, les revenus du gaz sont directement versés sur un compte personnel du président. En Azerbaïdjan et au Kazakhstan également, les revenus issus de l'exportation des matières énergétiques profitent essentiellement aux dirigeants. Ces deux derniers pays ont cependant fait un premier pas en créant un fonds d'aide au développement économique alimenté par les revenus du pétrole. Cela reste toutefois insuffisant tant qu'il n'existe pas de contre-pouvoir capable de vérifier leur utilisation.

Il faut également que les fonds en Irak soient surveillés et il faut les rendre plus transparents. Il est important de soutenir les demandes de la campagne « Publiez ce que vous payez » de l'**Open Society Institute** qui vise à contraindre les grandes compagnies pétrolières à révéler ce qu'elles payent aux différents États pour leur pétrole. La sécurité énergétique des États-Unis ne peut venir que du partenariat avec des gouvernements légitimes.

## Daphne Eviatar

Daphne Eviatar est chercheuse à la School of Advanced International Studies à la Johns Hopkins University.

### « Les profits peuvent-ils promouvoir la démocratie en Afrique ? »

Source : New York Times

Référence : « Can Profits Promote Democracy in Africa ? », par Daphne Eviatar, *New York Times*, 4 décembre 2003.

Les États-Unis importeront 25 % de leur pétrole d'Afrique en 2015, mais il n'est pas sûr qu'ils y exporteront la démocratie en retour. Cela dépendra en partie de la façon ils se comporteront en Angola.

Bien que ce pays produise près d'un million de barils par jour, la vaste majorité de la population vit dans la misère tandis que ses dirigeants vivent dans l'opulence. Les États-Unis ont versé 100 millions de dollars d'aide humanitaire, mais c'est insignifiant comparé aux montants détournés par les gouvernements angolais, estimés par le **FMI** à un milliard de dollars par an ; une somme qui aurait pu aider la population, mais qui a au contraire alimenté la guerre civile. Pourtant, les États-Unis restent muets sur l'usage de l'argent du pétrole et préfèrent entretenir de bons rapports avec le président angolais Dos Santos. Aujourd'hui, 60 % du pétrole angolais est pompé par **Chevron Texaco** et la moitié est exportée aux États-Unis. La quantité extraite pourrait doubler en cinq ans, mais la **CIA** estime que ces nouveaux bénéfices développeront la corruption plutôt que l'économie. Il faut que l'administration Bush détrompe l'agence en incitant l'Angola à aider sa propre population, en soutenant les médias indépendants et en obligeant les compagnies pétrolières à rendre public le prix payé à l'Angola pour le pétrole.

## Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

### « A la recherche d'un nouveau rôle pour l'ONU »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Search for a New U.N. Role », par Kofi Annan, *Los Angeles Times*, 4 décembre 2003.

La grande menace d'une confrontation nucléaire globale est derrière nous, mais elle a laissé place à une constellation de menaces. Cette transformation du monde doit nous pousser à nous interroger sur la pertinence des mécanismes régissant les relations internationales, notamment concernant le droit d'utiliser la force et le principe de souveraineté.

Pour beaucoup de populations dans le monde, les menaces que représentent le terrorisme et les armes de destruction massive n'ont pas d'importance en comparaison de la pauvreté extrême, la faim, le manque d'eau potable, les maladies ou les dégradations de l'environnement. Ces questions ne sont pas éloignées cependant de celles de la paix et de la sécurité. Beaucoup se demandent si l'ONU n'est pas une organisation obsolète et pointent ses erreurs au Cambodge, au Rwanda et en Yougoslavie. Mais ils oublient que nous avons permis d'assurer la paix dans de nombreux pays et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Les récents événements ont surtout prouvé que nous avons besoin de l'ONU. C'est pourquoi j'ai constitué une commission présidée par l'ancien président thaïlandais Anand Panyarachun pour examiner le futur de l'organisation..

## Jalal Talabani



Jalal Talabani est membre du Conseil de Gouvernement irakien et secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan.

### « Pourquoi Al Arabiya a vu son travail restreint »

Source : Washington Post

Référence : « Why Al-Arabiya Was Restricted, par Jalal Talabani, *Washington Post*, 4 décembre 2003.

Le 23 novembre, j'ai décidé de protéger la démocratie en Irak en interdisant temporairement d'émettre des informations depuis son siège de Bagdad à la chaîne **Al-Arabiya**. Il ne s'agit pas d'une action contre la liberté de la presse et elle ne vise pas des activités journalistiques objectives et légitimes, mais la guerre psychologique et les appels au meurtre.

Al Arabiya avait promis de ne pas inciter à la violence dans notre pays, mais le 16 novembre elle a diffusé un enregistrement de Saddam Hussein dans lequel il appelait à assassiner les membres du Conseil de Gouvernement irakien et les troupes de la Coalition qui nous ont libéré. Contrairement aux autres chaînes, elle n'a pas fait mention du texte, mais elle en a diffusé l'intégralité des 17 minutes d'enregistrement. Il ne s'agit pas de journalisme, mais d'une incitation et d'une aide au terrorisme. Nous lèverons l'interdiction quand Al-Arabiya se sera engagée à cesser d'inciter à la violence et au terrorisme.

Saddam Hussein est un criminel en fuite recherché pour génocide, mais cette chaîne lui a donné sa parole malgré ses engagements. L'interdiction est une mesure d'autodéfense.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

## L'Arabie saoudite renonce temporairement à financer la reconstruction irakienne

Référence : « Kingdom to Withhold \$1 Billion Aid for Iraq », par Ghazanfar Ali Khan, *Arab News*, 4 décembre 2003.

L'Arabie saoudite a annoncé, par la voix d'officiels saoudiens et états-uniens, qu'elle allait conserver le milliard de dollars en prêts et crédits qu'elle s'était engagée à donner pour la reconstruction de l'Irak.

Cette mesure devrait être appliquée jusqu'à ce que la situation se soit stabilisée et qu'un gouvernement souverain ait pris ses fonctions.

L'engagement saoudien est donc maintenu, quoique suspendu. D'après un communiqué publié par l'ambassadeur saoudien aux États-Unis, le prince Bandar ibn Sultan, « *L'Arabie saoudite soutient la communauté internationale quant à ses efforts pour assurer la stabilité et la paix en Irak et soulager les souffrances du peuple irakien* ».

Cette décision est un revers temporaire pour l'administration Bush, qui espérait que l'Arabie saoudite servirait d'exemple aux autres pays arabes pour qu'ils fournissent eux aussi une aide pour la reconstruction irakienne.

Plusieurs sociétés saoudiennes font partie du groupe des entreprises étrangères qui ont reçu des contrats de reconstruction en Irak. Al-Tamimi Global Company et National Catering Company ont notamment reçu des marchés de construction de logements et de ravitaillement, sous-traités par Bechtel.

L'Arabie saoudite a également mis en place un programme d'aide humanitaire pour l'Irak, pour un montant de plus de 77 millions de riyals, depuis avril 2003.



## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## L'Autorité palestinienne veut s'assurer du soutien états-unien avant d'élaborer une trêve

Référence : « Palestinians : Hudna prospects good, but it can't really last », par Danny Rubenstein, *Ha'aretz*, 4 décembre 2003.

*Ha'aretz* cite de façon anonyme, jeudi 4 décembre 2003, des dirigeants palestiniens optimistes quant à la possibilité de parvenir à un accord de cessez-le-feu avec les factions militantes palestiniennes, mais pessimistes quant à sa probable durée.

D'après ces officiels de l'Autorité palestinienne, les dirigeants du Hamas et du Jihad islamique auraient récemment indiqué leur intention de calmer la situation dans les territoires occupés, notamment en réduisant considérablement les attaques terroristes.

Dans le cadre des préparatifs pour le sommet du Caire, où doivent avoir lieu les négociations, plusieurs délégués palestiniens ont demandé à Israël de suspendre la construction du mur de séparation et de nouvelles colonies, de libérer des prisonniers et de démanteler les barrages routiers dans les territoires occupés.

En effet, du côté palestinien, la première étape de la trêve doit nécessairement impliquer un arrêt total des opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Le général égyptien Omar Suleiman, qui supervise les négociations pour le compte du président Hosni Moubarak, s'est récemment rendu à Washington. Des sources palestiniennes prétendent qu'il y aurait obtenu le soutien de l'administration Bush pour un arrêt complet des activités violentes. Cela inclurait la fin des raids israéliens, des assassinats, des démolitions de logements et des destructions de zones agricoles. Du côté palestinien, ce sont les attaques terroristes qui devraient cesser.

Tirant les leçons de la première trêve, signée en juillet dernier par le gouvernement de Mahmoud Abbas, les Palestiniens pensent aujourd'hui qu'il est crucial d'obtenir des garanties des États-Unis assurant la fin des opérations israéliennes dans les territoires occupés, sous peine de voir les factions militantes armées reprendre les attentats.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## L'OTAN déclare qu'elle ne s'impliquera pas dans le conflit israélo-palestinien

Référence : « No NATO presence in Mideast, says chief », par Amir Oren, *Ha'aretz*, 4 décembre 2003.

Le secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson, a déclaré mercredi 3 décembre 2003 que l'Organisation ne servirait pas de force d'interposition entre Israël et le futur État palestinien, et qu'Israël n'était pas candidat pour rejoindre l'alliance militaire internationale.

Il a ajouté ne pas s'attendre à ce que l'OTAN joue le moindre rôle dans le processus de paix au Proche-Orient. En effet, les relations entre l'Alliance et l'Égypte, la Jordanie, Israël et les quatre pays du Maghreb vont être renforcées, mais resteront très loin du statut de membre.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui vont publier un communiqué au terme de leur réunion, devraient y inclure une invitation aux officiels de ces pays à se rendre à une réunion des dirigeants de l'OTAN en juin 2004, à Istanbul. Cette invitation serait adressée aux ministres des Affaires étrangères, et non aux chefs de gouvernement.

Lord George Robertson a également indiqué que, à l'avenir, les pays de l'OTAN envisageront de s'impliquer dans le processus de paix au Proche-Orient. En effet, les efforts de l'Alliance visent à stabiliser les crises et à améliorer la sécurité. L'Organisation a ainsi pris une énorme responsabilité en déployant des troupes en Afghanistan. Une plus grande implication dans la crise irakienne est également évoquée, au delà du déploiement d'un contingent polonais, mais l'état-major de l'OTAN préfère pour l'instant se focaliser en Afghanistan afin de ne pas diviser ses forces.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de

## Les négociations reprennent autour du statut légal de la mer Caspienne

Référence : « Tehran, Baku inching closer on Caspian Sea legal regime », IRNA, 3 décembre 2003.

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères d'Azerbaïdjan, Khalaf Khalafov, a déclaré, mercredi 3 décembre 2003, que Téhéran et Bakou étaient tout près de parvenir à un accord sur le statut légal de la mer Caspienne.

L'émissaire particulier azéri sur ce dossier a indiqué que des experts se rendraient à Téhéran pour une conférence, les 9 et 10 décembre 2003, pour

dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

aplanir leurs différends sur la question. Selon lui, certains des problèmes ont déjà fait l'objet d'accords entre les pays concernés, et la réunion de Téhéran vise à coordonner ces différentes positions, d'autant que « *tous les pays littoraux sont opposés à une militarisation de la mer* ».

À la suite des développements politiques liés à la mer Caspienne, les différents États souhaitent renforcer leurs frontières, « *mais cela ne devrait pas mener à une présence militaire accrue dans la région* ».

Les cinq pays concernés que sont l'Iran, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan, ont des points de vue opposés sur le régime légal de la mer Caspienne, dont dépend la nature de l'exploitation de ses ressources.

L'Iran a appelé à la formation d'un condominium ou d'une souveraineté commune sur la mer, et a fait savoir qu'il rejeterait toute action unilatérale de prospection des gisements avant qu'un statut n'ait été fixé.

En octobre 2003, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid-Reza Asefi, avait déclaré que l'accord trilatéral signé le 8 octobre entre l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Russie ne respectait pas le principe du consensus et était dépourvu de base légale. Selon lui, toute négociation doit impliquer l'ensemble des États littoraux.

## L'Orient Le Jour



### Un quotidien israélien affirme qu'Israël a refusé un cessez-le-feu proposé par la Syrie

Référence : « Liban-Sud - Israël a rejeté une garantie de cessez-le-feu proposée par Damas, affirme « Maariv » », *L'Orient Le Jour*

Le quotidien israélien *Maariv* a affirmé, mercredi 3 décembre 2003, qu'Israël avait récemment rejeté une proposition syrienne de garantir un cessez-le-feu durable à la frontière libano-israélienne.

Selon les informations recueillies par le journal, cette proposition prévoyait l'engagement d'Israël à cesser les violations de l'espace aérien libanais auxquels se livrent ses avions de chasse et à interrompre ses activités militaires à sa frontière nord. En échange, Damas s'engageait à garantir la suspension des opérations anti-israéliennes du Hezbollah et le maintien du calme sur le plateau du Golan.

Cette offre de cessez-le-feu ferait partie des gages de bonne volonté fournis par la Syrie à Israël, afin de reprendre les négociations.

Jusqu'ici, les Israéliens se sont montrés très sceptiques quant à cette volonté syrienne de renouer le dialogue. Lundi, le président Bashar al-Assad avait ainsi déclaré au *New York Times* qu'il souhaitait que les États-Unis servent d'intermédiaire entre Tel Aviv et Damas. Des propos jugés « *encourageants* » par le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, qui s'est cependant empressé d'ajouter que « *parler ne suffit pas* »